Amendement 59
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. invite tous les acteurs qui interviennent en Méditerranée à transmettre à un stade précoce les informations relatives aux personnes en détresse en mer aux autorités compétentes en matière d'opérations de recherche et de sauvetage ***et, le cas échéant, à tout navire éventuel qui, se trouvant à proximité, pourrait lancer immédiatement une opération de recherche et de sauvetage***;	4. invite tous les acteurs qui interviennent en Méditerranée à transmettre à un stade précoce les informations relatives aux personnes en détresse en mer aux autorités compétentes en matière d'opérations de recherche et de sauvetage;

Or. en

Amendement 60
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. invite Frontex à mettre plus en valeur les informations disponibles sur les opérations qu'elle mène en mer et à publier des informations exactes et complètes sur ses activités en mer, tout en tenant compte de l'obligation juridique qui lui impose de taire les informations opérationnelles qui «pourraient nuire à la réalisation de l'objectif des opérations»[15]; invite Frontex à s'acquitter de ses obligations spécifiques en matière de communication d'informations en vertu du règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, y compris à informer régulièrement les députés auxquels elle est tenue de rendre des comptes détaillés, si besoin est dans un cadre non public; souligne dès lors, notamment, la nécessité de transmettre des informations plus détaillées après toute opération; invite Frontex à publier des informations sur sa coopération avec le centre de coordination de sauvetage maritime de Tripoli et les garde-côtes libyens; estime qu'une politique d'information plus proactive sur ses opérations en mer est nécessaire pour permettre un contrôle public et, par conséquent, protéger l'Agence contre les accusations infondées; prend acte, dans ce contexte, du recours introduit devant la Cour de justice de l'Union européenne	***supprimé***

dans l'affaire T–31/18[16]; déplore, notamment, le fait que le rapport que Frontex est tenue de rédiger en vertu du règlement (UE) nº 656/2014 «sur l'application pratique de ce règlement», qui n'est pour le moment disponible sur son site internet que pour 2014, 2015, 2016 et 2017, ne présente pratiquement aucune information concrète qui permettrait d'évaluer correctement les activités de l'Agence en mer;

___

[5]Article 8, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/1624 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, modifiant le règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) nº 863/2007 du Parlement européen et du Conseil, le règlement (CE) nº 2007/2004 du Conseil et la décision 2005/267/CE du Conseil (JO L 251 du 16.9.2016, p. 1).

[6]Recours introduit le 20 janvier 2018 — Izuzquiza et Semsrott / Frontex, dans l'affaire T-31/18.

Or. en

Amendement 61
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. invite la Commission à analyser si les mesures prises par certains États membres en vertu de leur législation nationale afin d'empêcher les canots de secours de pénétrer dans leurs eaux territoriales sans autorisation préalable sont conformes au droit de l'Union en matière d'asile et à l'article 18 de la charte des droits fondamentaux, lu à la lumière de la convention européenne des droits de l'homme et de la convention de Genève;	***supprimé***

Or. en

Amendement 62
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. invite les États membres à maintenir leurs ports ouverts aux navires ***d'ONG***;	9. invite les États membres à maintenir leurs ports ouverts aux navires ***transportant des personnes en détresse et ayant suivi le droit applicable de l'Union***;

Or. en

Amendement 63
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite la Commission à partager des données et des informations détaillées sur le soutien apporté financièrement par l'Union et les États membres aux garde-frontières et aux garde-côtes dans les pays tiers, y compris la Libye, la Turquie, l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, non seulement par des versements directs, mais aussi par le biais d'une assistance matérielle et technique ainsi que d'une aide à la formation, y compris dans le cadre des activités des agences de l'Union; invite la Commission et les États membres à examiner les allégations de violations graves des droits fondamentaux par les garde-côtes libyens et à mettre fin à la coopération en cas de violations graves des droits fondamentaux des personnes interceptées en mer à la suite de la transmission d'informations par des agents de l'Union aux garde-côtes libyens; soutient, à cet égard, les recommandations de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe consistant à «réexaminer d'urgence l'ensemble des activités et pratiques de coopération avec les garde-côtes libyens», à «identifier celles qui entraînent, directement ou indirectement, le renvoi de personnes interceptées en mer» ou des violations graves des droits de l'homme, et à suspendre ces activités «jusqu'à ce que	***supprimé***

soient mises en place des garanties précises du plein respect des droits de l'homme»;

Or. en

Amendement 64
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 10 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	10 bis. invite la Commission à poursuivre sa coopération avec la Libye en vue d'enrayer les activités des passeurs et de réduire le nombre de voyages clandestins à travers la Méditerranée, tout en veillant à ce que les autorités libyennes respectent les droits de l'homme; invite la Commission à approfondir la coopération de l'Union avec les pays d'origine et de transit afin de lutter contre la migration irrégulière, les réseaux de trafic de migrants, les agissements criminels qui y sont associés et la traite des êtres humains, ainsi qu'à renforcer les incitations au retour;

Or. en

Amendement 65
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution	*Amendement*
11. invite la Commission, les États membres et Frontex à veiller à ce que tout débarquement s'effectue dans un lieu sûr ***conformément au*** droit de l'Union et ***au*** droit international ***applicables et de s'abstenir d'émettre des instructions à l'intention des capitaines qui pourraient directement ou indirectement conduire au débarquement des personnes secourues dans un endroit où elles ne seraient pas en sécurité***;	11. invite la Commission, les États membres et Frontex à veiller à ce que tout débarquement s'effectue dans un lieu sûr***,*** ***comme prévu par le*** droit de l'Union et ***le*** droit international;

Or. en

Amendement 66
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. invite ***les États membres*** à ***évacuer*** rapidement les centres de détention ***en Libye et à déplacer les migrants, y compris vers des pays de l'Union européenne***;	12. invite ***la Commission*** à ***présenter*** rapidement un plan ***visant, en collaboration avec les pays tiers sûrs de la région et en respectant la souveraineté territoriale de la Libye, à faire face à la situation des demandeurs d'asile détenus dans*** les centres de détention ***libyens***;

Or. en

Amendement 67
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 13

Proposition de résolution	*Amendement*
13. réaffirme que des voies sûres et légales constituent le meilleur moyen d'éviter les pertes humaines et presse les États membres de soutenir pleinement les opérations d'évacuation du HCR depuis la Libye, de renforcer les mesures de réinstallation et de mettre en place des couloirs humanitaires vers l'Union européenne;	13. réaffirme que des voies sûres et légales constituent le meilleur moyen d'éviter les pertes humaines et presse les États membres de soutenir pleinement les opérations d'évacuation du HCR depuis la Libye, de renforcer les mesures de réinstallation et de mettre en place des couloirs humanitaires vers l'Union européenne ***et des pays tiers***;

Or. en

Amendement 68
Lena Düpont
au nom du groupe PPE

Proposition de résolution **B9-0154/2019**
Juan Fernando López Aguilar
au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée

Proposition de résolution
Paragraphe 13 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	13 bis. invite la Commission à déterminer quels autres pays de transit et d'origine seraient susceptibles de coopérer plus étroitement avec elle en matière de migration vers l'Union;

Or. en